

Archives régionales des Pays de la Loire

Témoignages oraux d'agents du Conseil régional

O. M.

Entretiens des 24 janvier et 14 février 2007

12 AV 3

Inventaire

**établi par Séverine Ménet
sous la direction d'Agnès Dejob
2008**

Cote : 12 AV 3

O. M.

Entretiens des 24 janvier et 14 février 2007

Fonctions au Conseil Régional : juriste (1992-1994), responsable du service juridique (1994-1998, 2004-2007), responsable du service juridique, documentation et archives (1998-2002).

Circonstances et traitement des enregistrements :

Lieux :

24 janvier 2007 : domicile d'O. M.

14 février 2007 : Hôtel de Région (bureau de Séverine Ménet)

Interviewer : Séverine MÉNET, archiviste

Méthode d'entretien : semi-directive

Matériel utilisé : enregistreur numérique DAT TASCAM DA P-1 (fréquence 48 kHz)

Particularités ou traitements spécifiques : deux coupures techniques pendant le 1^{er} entretien ; plusieurs coupures ultérieures à la demande du témoin.

Durées : 1 h 49' (24 janvier 2007) et 2 h 02' (14 février 2007)

Éléments biographiques :

Études de droit à Paris

Jusqu'en 1990 : enseignante à la Faculté de Droit de Yaoundé (Cameroun), adjointe au doyen de la Faculté

1990-1992 : retour en France, poste à l'ANPE de Saint-Nazaire

septembre 1992 : arrivée au Conseil régional, juriste au service juridique

1994-1998 : responsable du service juridique

1998-2002 : responsable du service juridique, documentation et archives

2002-janv. 2007 : responsable du service juridique (adjointe au directeur de la Coordination, du Conseil et du Contrôle 2004-2007).

Janv. 2007 : départ en retraite.

Thèmes abordés dans les entretiens :

- la carrière personnelle à la Région des Pays de la Loire (1992-2007)
- les missions du service juridique (1992-2007)
- la fonction juridique et le métier de juriste en collectivité territoriale (1992-2007)
- le contentieux du naufrage de l'Érika (1999-2006)
- l'administration régionale pendant la période d'exercice.

Conditions de consultation :

Conditions : communicable en mars 2017 (possibilité de demander une dérogation avec accord du témoin).

Existence d'une transcription : non.

Sources complémentaires aux Archives régionales des Pays de la Loire :

Quelques pistes :

- Archives des services chargés des affaires juridiques (non versées à ce jour) ;
- Archives des services concernés par les contentieux (service Assemblée, services chargés de l'enseignement, des bâtiments dont la Région est maître d'ouvrage, de la formation professionnelle, des aides aux entreprises, de l'environnement).

12 AV 3 CD 1

Entretien du 24 janvier 2007 (1^{ère} partie)

1 Parcours avant l'arrivée au Conseil régional des Pays de la Loire, circonstances d'arrivée (12'36)

Identification de l'enregistrement – Présentation personnelle : milieu familial, études – l'enseignement au Cameroun – le retour en France et la recherche d'un emploi – l'arrivée au Conseil régional des Pays de la Loire – premières constatations – la fonction juridique au Conseil régional en 1992 – le travail de juriste en 1992.

2 L'évolution de la fonction juridique après l'arrivée à la Région, remarques générales (5'19)

Le rattachement à la DAPEC (Direction Assemblée, Plan, évaluation et coordination) en 1994 – difficultés générales de reconnaissance de la fonction – organisation de la fonction juridique : personnel, comparaison avec les autres Régions – remarque sur les postes occupés pendant les 14 années : juriste, chef de service, directrice adjointe.

3 Les missions du SJU : le conseil et la formation des agents (11'53)

La mission de conseil « préventif » – les formations dispensées aux agents – pratiques juridiques des agents : exemples de problèmes rencontrés – organisation et impact des formations – toucher tous les niveaux hiérarchiques – les rapports de force.

4 Le pré-contentieux (8'19)

Présentation – la procédure des référés expertise en matière de garantie décennale – les référés précontractuels en matière de marchés publics.

5 Les contentieux : généralités, les contentieux liés à l'enseignement privé (7'47)

Remarques sur le nombre et les motifs des contentieux impliquant la Région – les contentieux liés à l'enseignement privé : exemple d'un cas ayant eu une influence sur la politique régionale – tarissement de ce type de contentieux.

6 Les contentieux relatifs au fonctionnement de l'assemblée (10'07)

Remarques générales – les contentieux assemblée vécus – la présence en séance du service juridique.

7 Les nouveaux types de contentieux et le recours aux cabinets d'avocats (12'51)

Les contentieux liés à l'acte 2 de la décentralisation (2004) – les tendances aux contentieux pour les aides aux entreprises – le recours aux cabinets extérieurs : types et exemples de contentieux concernés.

8 Le contrôle de légalité (1) : la réponse aux observations du contrôle de légalité (6'41)

Cas rencontrés – les relations avec le SGAR et avec l'État.

Durée totale du CD : 1 h 15'

12 AV 3 CD 2

Entretien du 24 janvier 2007 (2^e partie)

1 **Le contrôle de légalité (2) : le « pré-contrôle » par le service juridique (14'10)**

L'application à la Région Pays de la Loire – l'utilisation d'un système informatique uniformisé pour la production et le circuit des rapports (« GeDelib ») – méthode de travail et difficultés rencontrées – mise en place d'un contrôle a posteriori et projets de formation des agents – des problématiques juridiques variables selon les directions.

2 **L'accroissement du risque juridique : l'exemple de la formation professionnelle (10'52)**

La reprise de compétences de l'État – l'impact des directives européennes – problèmes juridiques actuels.

3 **La veille juridique (8'42)**

Le droit, « perpétuel apprentissage » – Exemple : le travail sur la loi de décentralisation de 2004 – le réseau professionnel – méthodes de veille utilisées – poursuite de la veille juridique pendant la retraite.

Entretien du 14 février 2007 (1^e partie)

4 **Les contentieux suivis par le service Juridique : le procès de l'Erika (1^{ère} séquence) (18'42)**

Identification de l'enregistrement – les débuts de l'engagement de la Région – la pollution dans ses aspects juridiques, le droit de la mer – TOTAL et la société de classification (la RINA) – autres éléments juridiques de l'affaire.

5 **Le procès de l'Erika (2^e séquence) (12'51)**

L'action juridique de la Région depuis 2000 – la Région partie civile – l'introduction du préjudice écologique en 2004 et ses aspects juridiques – les relations avec les autres collectivités.

6 **Le procès de l'Erika (3^e séquence) (9'19)**

Évolution de l'action régionale – la coordination au niveau juridique : l'association Ouest littoral solidaire – stratégies et difficultés.

Durée totale du CD : 1 h 14'

12 AV 3 CD 3

Entretien du 14 février 2007 (2^e partie)

1 **Le procès de l'Erika (4^e séquence) (4'59)**

Suivre l'affaire pendant la retraite ? – le traitement de l'affaire par la presse – le volume du dossier – une affaire en marge au tribunal de Dunkerque.

2 **Le conseil préventif (4'07)**

Un dossier marquant en matière d'action économique.

- 3 La culture juridique de la collectivité (6'15)**
La perception du droit par les agents et ses causes.
- 3 Partage de la fonction juridique en interne (4'01)**
Propositions d'un audit de 2003 – relations avec le service Marchés.
- 4 Les fonctions Documentation et Archives rattachées au service juridique de 1998 à 2002 (1'22)**
Raisons du rattachement – vécu personnel.
- 5 Le métier de juriste en collectivité (1^{ère} séquence) (8'23)**
Évolutions et conception personnelle du poste – conception du rôle de chef de service – les contraintes dans une collectivité – la gestion du temps.
- 6 Le métier de juriste en collectivité (2^e séquence) (11'36)**
Se protéger – la responsabilité des juristes – l'évaluation des risques – la mise en cause de juristes au pénal.
- 7 Les hommes politiques et le droit (10'11)**
Attirer l'attention des politiques ; un exemple – la connaissance du droit par les élus – la participation à la Commission d'appel d'offres (CAO) avant 1998 – considérations sur la relation des élus aux textes de lois.
- 8 Le métier de juriste en collectivité (3^e séquence) (5'32)**
Définition d'un bon juriste – critères de recrutement appliqués par le témoin.
- 9 La fonction de directrice adjointe (3'33)**
Commentaires sur la fonction – particularité de la Direction de la Coordination, du Conseil et du Contrôle (D3C).
- 10 L'administration régionale pendant les 14 années de carrière à la Région (12'37)**
Durée de la carrière à la Région – les concours d'entrée à la fonction publique – la culture de la collectivité – l'atmosphère de travail – la fonction publique territoriale – un sentiment d'appartenance commun ?
- 11 Regard sur les années de carrière (3'57)**
Aspects qui ont le plus plu – ce que le témoin changerait.
- 12 Activités pendant la future retraite (1'49)**
Les formations – relations avec les futurs collègues.

Durée totale du CD : 1 h 18'

ANNEXE

Précisions sur plusieurs noms et acronymes cités dans les enregistrements¹

Acronymes

BEA : Bureau Enquête Accident (chargé des enquêtes techniques sur les accidents)
CCO Fontevraud : Centre culturel de l'Ouest
CNAM : Conservatoire national des Arts et métiers
CNASEA : Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles
CRT : Comité régional du tourisme
D3C : Direction de la Coordination, du Conseil et du Contrôle, créée en 2004, à laquelle est rattaché le service juridique de la Région des Pays de la Loire de 2004 à 2007.
DACCV : Direction des Affaires culturelles et du cadre de vie (1998-2004)
DAE : Direction de l'Action économique
DAPEC : Direction de l'Assemblée, du Plan, de l'évaluation et de la coordination (1994-1996)
DARHA : Direction Assemblée, ressources humaines et administration (1996-2004), à laquelle a été rattaché le service juridique de 1996 à 2004.
DFPA : Direction de la Formation professionnelle et de l'apprentissage
FIPOI : Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (correspondant à 3 organisations intergouvernementales : le Fonds de 1971, le Fonds de 1992 et le Fonds complémentaire)
GRETA : groupement d'établissements
MIAR : Mission Inspection de l'administration régionale
OGEF : organisme de gestion des écoles catholiques
ONPL : Orchestre national des Pays de la Loire
OPPL : Orchestre philharmonique des Pays de la Loire
SEM (« SEM régionale des Pays de la Loire ») : Société d'économie mixte créée en janvier 2006 pour la mise en œuvre des actions de la Région des Pays de la Loire en matière de développement économique
TOS : Techniciens ouvriers de service (agents des lycées transférés au Conseil régional au 1^{er} janvier 2007)

¹ Cette liste n'indique pas tous les noms cités dans les enregistrements, mais ceux pour lesquels une précision est utile pour la compréhension.

